

partis et peut-être oubliés. J'aimerais, au risque d'être incompris, traiter de la situation actuelle en vertu de ce projet de loi qui ne prévoit pas de procédure de révision, pour faire le point de notre position actuelle.

Depuis bien des siècles, les peuples ont appris qu'il doit y avoir une suite de lois, énergiques et bien comprises, qu'on applique de façon ferme et compréhensible pour assurer l'ordre public et le respect de la loi. Quand les lois sont déraisonnables ou mal appliquées, le respect de la loi disparaît et l'ordre public s'écroule. De plus, beaucoup d'exemples navrants nous ont appris qu'abandonner le pouvoir à un gouvernement ou à un chef d'État en période de crise est une aberration presque aussi dangereuse que celle de condamner plusieurs innocents pour capturer un coupable. Les pouvoirs d'agir sans faculté de révision dans une telle situation sont encore pires.

Qu'est-ce qui se passe depuis six semaines, par suite de l'action du gouvernement? Les positions sont polarisées, dans le Québec et il n'y a plus de place pour les modérés, qui nous auraient peut-être permis de traverser ces jours d'épreuve et de danger. Le premier ministre (M. Trudeau) s'est ingénié à attaquer ceux qui s'opposent à sa politique dans la situation actuelle, pour tenter de les discréditer politiquement. Je ne parle pas du FLQ, mais de ceux qui préconisent pour notre pays une évolution pacifique.

Le gouvernement a créé un climat de crainte, de haine et de colère dans ce pays que nous aimons tant. Les gens vident maintenant les armureries pour se protéger. Cette situation ne peut qu'empirer. Le gouvernement devrait s'efforcer de calmer la colère populaire, de restreindre l'usage de mesures d'urgence et de lois répressives au lieu de les alimenter. En présentant la mesure dont nous sommes saisis, le gouvernement a exploité ce qui lui restait de pouvoirs fédéraux; il a d'abord fait appel aux troupes, ensuite proclamé la loi sur les mesures de guerre, et maintenant, c'est le bill sur les mesures provisoires. Que reste-t-il s'il se produit une véritable crise nationale ou une insurrection? Dans le cas du gouvernement fédéral, plus rien. Quand on ne peut faire enquête sur les arrestations, il y a moins de liberté que jamais au pays, et il est encore plus difficile de revenir à l'état normal.

Au sein du Canada anglophone, un mouvement de contrecoup causé par la peur et la haine prend de l'ampleur, de façon presque imperceptible. Je connais des gens qui n'aiment pas le Québec. J'ai été surpris et humilié quand ils m'ont dit que le premier ministre était le plus grand homme qui ait jamais existé. Chose sûre, ils comprennent mal la situation, soit intentionnellement, soit par méprise. Comme pays, cette situation ne nous mène nulle part.

Notre réputation dans le monde est à son plus bas. Plusieurs députés ont fait des observations aujourd'hui au sujet de notre problème international et de la terrible renommée que nous avons à l'étranger. Le Canada passe maintenant pour une terre d'insurrection, de gouvernement par l'armée et de mesures de guerre. Voilà l'image qu'on se fait de nous à l'étranger. Si nous adoptons ce bill et que des gens peuvent être jetés en prison sans être

inculpés, détenus sans cautionnement possible, sans possibilité d'une révision de la situation, notre réputation internationale tombera encore plus bas.

Bien des gens estiment que le Canada a franchi un point de non-retour et qu'il est devenu en même temps un pays tout autre et plus pauvre. Quand avons-nous atteint cette ligne de démarcation? Lors des enlèvements de MM. Cross et Laporte ou après la proclamation de la loi sur les mesures de guerre et la présentation du projet de loi à l'étude? Nous ne le savons pas encore.

Par suite des pertes subies dans le domaine économique au Québec, le gouvernement fédéral devra investir des millions de dollars dans cette province. Des besoins ont été créés et il va falloir les combler. Malheureusement, la chose ne passera pas inaperçue dans les autres régions du pays. L'unité du Canada n'y gagnera rien. Dans ce climat d'humiliation et d'indignation nationales; la mesure répressive que nous étudions sera peut-être approuvée au bout du compte par ceux qui souhaitent voir un gouvernement répressif s'occuper de cette partie de la société qui est dangereuse et non conformiste. Il n'en sera pas toujours ainsi. D'aucuns disent qu'à la faveur de cette situation, l'unité du Canada est réalisée, mais je pense que c'est l'unité dans la colère et dans la haine, et non pas l'unité que créent l'amour et la compassion et que cette unité ne survivra pas sous cette forme.

L'escalade d'urgence dans laquelle le gouvernement s'est lancé et continue de se lancer s'accroîtra davantage si des mesures sont adoptées sans révision pour tenter de prouver que nous nous trouvons dans une situation si désespérée et si grave que des mesures de répression de ce genre s'imposent. A mon avis, cette escalade d'urgence fait fausse route. Le moins que nous puissions faire c'est de nous assurer que le projet de loi dont nous sommes saisis est plus normal qu'une mesure de guerre. Certes, toute mesure qui ne prévoit pas de recours à l'appel n'est pas normale. Nous avons maintes et maintes fois recommandé à la Chambre des procédures d'appel. Le ministre a présenté des mesures visant à l'établissement de cours fédérales qui sont en principe de grandes cours d'appel pour les commissions et les tribunaux. Or, il s'agit là d'appels de décisions rendues dans des bureaux sur des questions que nombre de gens estiment sans importance. Et pourtant, nous ajoutons les unes aux autres des dispositions régissant les appels. Je ne m'y oppose pas; je crois que c'est bien. Mais quand il s'agit d'une question touchant les droits fondamentaux, le gouvernement refuse de présenter un mécanisme normal d'appel, désireux qu'il est de donner l'impression que l'urgence dépasse de beaucoup ce qu'elle est en réalité. On lui a fait atteindre, à mon avis, à un niveau déraisonnable.

● (4.40 p.m.)

Pour illustrer exactement ce que je dis, j'aimerais rappeler le sondage que la chaîne CTV a effectué et publié il y a eu une semaine dimanche. Certains de mes amis libéraux—et j'en ai quelques-uns—trouvent une justification puissante dans ce sondage.

**Une voix:** Vous pouviez en avoir beaucoup mais vous en perdez quelques-uns en ce moment.